



Confédération Nationale du Travail

Section française de

L'Association Internationale des Travailleurs

Pas de permanents

Pas d'élus

Pas de subventions

Pas de partis
politiques

Pas de hiérarchie

Pas de patrons

Pas de compromis

Voie libre pour
un
syndicalisme
différent !



Au mépris de l'usage qui veut que, l'année de l'élection présidentielle, la cour des comptes attende le résultat des élections pour publier son rapport afin de ne pas influencer sur les débats, son président, Pierre Moscovici, a décidé de le publier en pleine campagne : merci le PS.

Et ce rapport dans la veine libérale annonce la couleur : « La crise devrait marquer l'économie de manière durable. En éloignant des personnes de l'emploi (ou en retardant l'entrée sur le marché du travail des jeunes générations), elle devrait conduire à une hausse du chômage et à une baisse de la participation au marché du travail. »

La cour des comptes conseille de faire des économies en ciblant les retraites, les affaires économiques, la santé et le logement (tout en continuant « les efforts » entrepris dans l'Education). Son plan prévoit une loi de programmation votée à l'automne 2022 et qui comprendrait une réforme des retraites « pour en réduire le coût », une réduction des dépenses de santé grâce à « une loi de financement de la protection sociale mettant ensemble la sécurité sociale, les retraites (y compris régimes complémentaires) et assurance chômage. Il y aurait donc aussi "adaptation" de l'indemnisation du chômage et des aides à l'emploi. La Cour demande aussi "d'assurer la soutenabilité" des minima sociaux et des aides au logement. Enfin la Cour demande une réforme de l'administration qu'elle présente comme une "modernisation". Cela passe par l'abandon "des missions que la sphère publique n'a plus vocation à exercer" et la "responsabilisation" des acteurs en développant la contractualisation. » (dixit le café pédagogique).

Voilà donc ce qui est dans les tiroirs et il est certain que le prochain gouvernement (quel qu'il soit) se servira de l'excuse de la guerre en Ukraine et du coût de la pandémie pour imposer une politique s'inspirant de ce rapport et détruire ce qui reste de nos acquis sociaux au nom de la « résilience » et du patriotisme. Belles excuses pour arriver aux objectifs que les dirigeants politiques et économiques poursuivent depuis des années avec obstination : nous rendre corvéables à merci et nous presser jusqu'à la moelle.

Plus que jamais, la solidarité dans la lutte va être indispensable pour faire front. Mais il va bien falloir penser plus loin : jusqu'à quand accepterons-nous de vivre dans un système capitaliste qui détruit la planète, facilite la propagation des pandémies, provoque les guerres, supprime nos libertés et nos droits tout en volant tout le temps de nos vies et les richesses que nous produisons pour l'appétit de quelques-uns ?

Contre la guerre, contre les pandémies, contre la destruction de la planète, contre l'exploitation et la misère, il n'existe qu'une seule alternative : la révolution sociale et libertaire.

3 rue de Boyrie 64000 Pau
cnt64@yahoo.fr - cnt-ait-fr.org - 09.54.33.18.06